

**DECISION n° 2025-233**

**ANNULE ET REMPLACE**

**Contrat n° 2025-034 :**

**« Renouvellement licences Adobe Stock et Creative Cloud »  
Avec la société ICONE TECHNOLOGIES**

Le Maire de la Commune de Lambesc.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23 ;

**VU** le Code de la Commande Publique ;

**VU** la délibération n° 2022-017 du 23 février 2022 portant délégation à Monsieur le Maire de certaines attributions du Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du CGCT ;

**VU** la décision du Maire n° 2025-136 portant sur la signature du contrat n° 2025-034 : « renouvellement licences Adobe Stock et Creative Cloud » avec la Société ICONE TECHNOLOGIES ;

**VU** l'avis favorable émis par le service juridique de la Commune en date du 09 Décembre 2025 ;

**CONSIDERANT** l'oubli de licences dans le devis initial de la Société ICONE TECHNOLOGIES ;

**CONSIDERANT** qu'il convient suite à cet oubli de reprendre un contrat comportant le bon nombre de licences nécessaires ;

**DECIDE**

En exécution des pouvoirs susvisés,

**Article 1.-** La décision susvisée n° 2025-136, ainsi que le contrat n° 2025-034 conclu avec la Société ICONE TECHNOLOGIES sont annulés,

**Article 2.-** De conclure le contrat n° 2025-052 avec la Société ICONE TECHNOLOGIES sise 92 Boulevard de l'Europe – 13127 VITROLLES

**Article 3. –** Le contrat est conclu pour une durée de 1 an.

Il a pris effet le 14 Octobre 2025 et se terminera le 13 Octobre 2026.

**Article 4.-** Le montant annuel du contrat s'élève à 5 728.00 € HT soit 6 795.60 € TTC.

**Article 5.-** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télérécourse citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux.

**Article 6.-** La Direction Générale des Services de la ville de Lambesc est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Sous-Préfet
- Monsieur le Receveur Municipal

*Fait à Lambesc, le 09 Décembre 2025*

**Bernard RAMOND**

Maire de Lambesc

Conseiller métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence

